

Francille Cédric

Institut Georges Pompidou et ICEE – Intégration et coopération dans l’Espace européen – EA 2291

ICEE – Composante de l’Université Sorbonne nouvelle

F-75005

cedric.francille@gmail.com

Sortir du piège en politique : Georges Pompidou face à l’affaire Markovic

Résumé.— L’histoire politique de notre pays a été jalonnée de scandales publics fortement médiatisés. Ces « affaires » concernent des partis politiques ou des individus soumis à la vindicte de l’opinion. Tous ces événements ne sont pas nécessairement des pièges mais ont pour point commun d’avoir été révélés à la presse dans le but de faire chuter un acteur politique ou de concurrencer une structure partisane. À travers le cas de l’affaire Markovic, on se demandera comment un piège en politique fonctionne et comment le personnage visé y répond.

Mots clés.— Vie politique, Georges Pompidou, V^e République, Cédric Francille, *Les Cahiers d’AGORA*

Get Out the Trap in Politics: the Case of Georges Pompidou

Abstract.— The political history has been marked by public scandals highly publicized. These “cases” concern political parties or individuals subject to the vindication of opinion. All these events are not necessarily pitfalls. They have in common that they have been revealed to the press to bring down a political actor or to compete with a partisan structure. In the case of the Markovic’s affair, we will wonder how a trap in politics works and how the target person responds to it.

Keywords.— French political life, Georges Pompidou, French Vth Republic, Cédric Francille, *Les Cahiers d’AGORA*

L'histoire politique de notre pays comporte toute une série de scandales qui, sans remonter à l'Ancien régime, ont façonné notre culture politique : Panama, Stavisky, campagne contre Roger Salengro, Ballets roses, etc. La V^e République ne fait pas exception puisque presque tous les gouvernants ont été concernés par des affaires : attentat de l'Observatoire pour François Mitterrand, affaire Ben Barka pour le régime gaulliste, affaire Markovic, etc. Ces différentes affaires ont pour point commun les mêmes acteurs : hommes politiques, journalistes, acteurs juridiques (juges, avocats) et opinion publique. Il est également possible d'établir une double typologie des scandales en politique selon la nature de l'affaire (questions de mœurs ou questions financières) et selon son efficacité (mort politique de la personne impliquée ou, au contraire, résurrection). Les informations ou les rumeurs distillées sont des armes très puissantes pour nuire à un adversaire : comment nier une rumeur ? Comment identifier la personne qui a diffusé des « informations » compromettantes ? Aux yeux de l'opinion publique, ce sont bien souvent des « crimes » sans « criminels ».

L'affaire Markovic a été l'un des scandales les plus retentissants de la V^e République et a fait l'objet d'une abondante littérature. Les biographes de Georges Pompidou, à commencer par Éric Roussel¹ et Alain Frèrejean², ont largement détaillé le fil des événements de cette affaire mais demeurent allusifs. Des historiens, à commencer par Sabrina Tricaud, se sont également penchés sur la « traversée du désert » de Georges Pompidou³. En même temps, les soubassements de cette affaire ont été peu étudiés. En effet, les archives écrites qui pourraient traiter de cette affaire sont largement encore soumises à dérogation ou à autorisation au nom de la vie privée. Les différents écrits des acteurs de l'époque, à commencer par ceux de Georges⁴ et Claude⁵ Pompidou, de leurs proches⁶, ainsi que le fonds d'archives orales de l'Institut Georges Pompidou⁷ constituent les

¹ ROUSSEL Éric, *Georges Pompidou : 1911-1974*, Paris, Perrin, 2004 (1984), 686 p.

² FREREJEAN Alain, *C'était Georges Pompidou*, Paris, Fayard, 2007, 434 p.

³ TRICAUD Sabrina, « Georges Pompidou, du départ de Matignon à la candidature ». FOGACCI Frédéric, FRANCILLE Cédric, LE BÉGUEC Gilles (dir.), *L'élection présidentielle de 1969*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2016, 266 p.

⁴ Signalons ici : POMPIDOU, Georges, *Le nœud gordien*, Paris, Plon, 1974, p. 204, POMPIDOU, Georges, *Pour rétablir une vérité*, Paris, Flammarion, 1982, p. 296 et POMPIDOU, Georges, *Lettres, notes et portraits : 1928-1974*, Paris, Robert Laffont, 2012, 539 p.

⁵ POMPIDOU Claude, *L'élan du cœur*, Paris, Plon, 1997, 160 p.

⁶ Les différentes mémoires qui évoquent l'affaire Markovic sont extrêmement nombreuses. Signalons ici quelques ouvrages : DUPUY Anne-Marie, *Le destin et la volonté : mémoires*, Paris, la Table ronde, 1996, 311 p. ; FOCCART Jacques, *Le Général en mai : 1968-1969*, Paris, Fayard : Jeune Afrique, 1998, 790 p. ; GARAUD Marie-France, *La fête des fous : qui a tué la V^e République ?*, Paris, Plon, 2006, 281 p. ; JOBERT Michel, *Mémoires d'avenir*, Paris, Grasset, 1974, 310 p. ou encore PEYREFITTE Alain, *C'était de Gaulle. 3, « Tout le monde a besoin d'une France qui marche »*, Paris, Fayard, 2000, 680 p.

⁷ Le fonds d'archives orales de l'Institut Georges Pompidou est consultable dans les locaux de l'Institut Georges Pompidou ainsi qu'aux Archives nationales. Il comprend un peu plus de 180 entretiens pour environ 700 heures d'enregistrements. Pour réaliser cette communication, les témoignages de René Galy-Dejean (entretien réalisé par Véronique Pradier, Philippe Nivet les 10, 18, 26 mai, 3, 9, 18 juin et 5 et 21 juillet 1999 et conservé aux Archives

principales sources à disposition. Ces différentes sources apportent beaucoup d'informations en ce qui concerne les réactions de Georges Pompidou, la manière dont celui-ci a répondu à l'affaire mais se révèlent assez maigres en ce qui concerne la création de l'affaire et sa diffusion. Il faut ici se demander ce qui fait la spécificité de l'affaire Markovic et dans quelle mesure elle s'inscrit dans une carrière politique, celle de Georges Pompidou. Alors, qu'est-ce l'affaire Markovic ? Comment y répondre ? A-t-elle été provoquée ?

L'affaire proprement dite

Georges Pompidou quitte Matignon le 10 juillet 1968 auréolé d'une stature d'homme d'État : contre de Gaulle, il a pris la mesure des événements de Mai 1968. Il se situe désormais en « réserve de la République » et s'installe dans des locaux, prêtés par Raymond Marcellin, situés boulevard de Latour-Maubourg dans le 7^e arrondissement de Paris. Très rapidement, il part en vacances et commence à rédiger un ouvrage politique⁸.

Le 1^{er} octobre 1968, le cadavre de Stephan Markovic est découvert dans une décharge près d'Élancourt (dans les Yvelines). Le mort était un proche du couple Delon, dont il a servi d'homme à tout faire. Une enquête est ouverte et, très rapidement, la presse commence à évoquer les liens de Markovic avec le monde du spectacle ainsi que le monde politique. *Le Figaro* du 14 octobre 1968 évoque « Repris de justice, Markovic avait cependant réussi à se faire de nombreuses relations dans les milieux de la politique, du spectacle et de la chanson. C'est ainsi que l'on évoque les noms de plusieurs actrices, de chanteuses, celui de la femme d'un ancien membre du gouvernement et ceux d'un député, de deux hauts fonctionnaires et de plusieurs vedettes ». Très vite, le Tout-Paris chuchote, cancanne et s'amuse à évoquer le nom de Claude Pompidou. Dans ses mémoires, Michel

nationales sous la cote 1AV378 à 385), Madeleine Négrel (entretien réalisé par Noëlline Castagnez et Bernard Lachaise le 28 septembre 1999 et 8 et 18 mars 2000 et conservé aux Archives nationales sous la cote 1AV603 à 605), Simonne Servais (entretien réalisé par Jean-Pierre Williot les 16 et 24 mai 1994 et conservé aux Archives nationales sous la cote 1AV603 à 605), Michel Bongrand (entretien réalisé par Anne Leboucher-Sebbab les 5, 9 et 23 janvier 2004 et conservé aux Archives nationales sous la cote 1AV879 à 881), Michel Jobert (entretien réalisé par Noëlline Castagnez et Véronique Pradier les 6 avril, 18, 25 mai, 8, 21 juin, 6 et 12 juillet 1999 et par Frédéric Turpin le 30 janvier 2001. Cet entretien est conservé aux Archives nationales sous la cote 1AV462 à 472), Jean-Marcel Jeanneney (entretien réalisé par Anne Leboucher-Sebbab et Armelle Demagny les 24 et 31 janvier 2000 et conservé aux Archives nationales sous la cote 1AV592 à 595), Denise Esnous (entretien réalisé par Sabrina Tricud le 12 mai 1999), Anne-Marie Dupuy (entretien réalisé par Thierry de Valence et Véronique Pradier les 10 février, 2, 9 et 16 mars 1998 et conservé aux Archives nationales sous la cote AV320 à 324), Lucienne Hubert-Rodier (entretien réalisé par Raphaëlle Ulrich-Piers les 23 novembre 1999, 16 et 31 mars 2000) et Jean Ferniot (entretien réalisé par Noëlline Castagnez et Véronique Pradier le 18 février 1998 et conservé aux Archives nationales sous la cote 1AV247 à 248) ont été consultés. En outre, un témoin très proche de Georges Pompidou a accepté de répondre à mes questions mais refuse que son nom soit évoqué.

⁸ Ce sera *Le nœud gordien* publié en 1974 après le décès de Georges Pompidou.

Jobert affirme avoir entendu dans un événement mondain « Ce sont les Pompidou qui vont trinquer⁹ » Des photomontages pornographiques se mettent à circuler de Paris jusqu'à la préfecture du Cantal¹⁰. On croit y reconnaître le visage de Claude Pompidou. Le premier journal qui évoque le nom de Claude Pompidou est le journal d'extrême-droite *Minute* du 17 octobre qui décrit la présence d'Alain Delon et Claude Pompidou à la représentation de *Phèdre* à l'Opéra¹¹.

Dans ses mémoires, le député du Cantal se plaint de ne pas avoir été prévenu par des membres du gouvernement. En la matière, il est difficile d'avoir une idée précise du calendrier mais aux alentours du 25 octobre, un agent du SDECE décide d'aller voir Anne-Marie Dupuy, chef du cabinet de Georges Pompidou, qui ne prend pas au sérieux cette information¹². Dans son témoignage oral, elle affirme avoir demandé les photographies qui circuleraient et, face à l'absence de preuves, a refusé d'en parler au député du Cantal. De son côté, Georges Pompidou note dans *Pour rétablir une vérité* : « En parcourant les articles « en diagonale », j'avais bien noté l'allusion à la femme d'un ancien ministre. Je m'étais même posé la question, essayant de voir à qui cela pouvait s'appliquer, évoquant un ou deux noms. Mais je n'avais rien de précis en l'esprit et puis, après tout, je n'étais plus au Gouvernement. (...) j'oubliai vite ces histoires dont personne ne me parlait d'ailleurs, pour m'occuper des mes propres affaires¹³. »

À la fin du mois d'octobre, la lettre d'un détenu, un certain Akov, est interceptée. Il « aurait déclaré avoir été emmené par des amis (...) à une soirée organisée dans une villa des Yvelines où il avait trouvé des gens fort gais. À la sortie, ses amis lui auraient dit à peu près : « Tu as vu la grande femme blonde qui était là. Silence ! C'est la femme du Premier ministre. »¹⁴ » Le gouvernement est immédiatement informé de l'affaire. Bernard Tricot, secrétaire général de la présidence de la République, se rend à Colombey le 1^{er} novembre afin d'en informer le Général de Gaulle qui lui répond « ça leur apprendra à trop fréquenter Saint-Tropez¹⁵ ». De retour à Paris, le Général charge le Premier ministre Maurice Couve de Murville de prévenir Georges Pompidou. Couve ne le fait pas. Georges Pompidou est prévenu le 4 novembre, selon Michel Jobert, par Jean-Luc Javal puis par Pierre Somveille, directeur de cabinet de Raymond Marcellin. À partir de ce moment, l'affaire

⁹ JOBERT Michel, *Mémoires d'avenir*, Paris, Grasset, 1974, 310 p., p.

¹⁰ Selon le témoignage de Pierre Raynal, enregistré par Véronique Pradier le 21 septembre 1998, accordé à l'Institut Georges Pompidou (1AV349).

¹¹ ROUSSEL Éric, *Georges Pompidou : 1911-1974*, Paris, Perrin, 2004 (1984), 686 p., p. 260.

¹² Témoignage d'Anne-Marie Dupuy réalisé par Thierry de Valence et Véronique Pradier les 10 février, 2, 9 et 16 mars 1998 et conservé aux Archives nationales sous la cote AV320 à 324.

¹³ ROUSSEL, Éric, *Georges Pompidou : 1911-1974*, Paris, Perrin, 2004 (1984), 686 p., p. 260.

¹⁴ POMPIDOU Georges, *Pour rétablir une vérité*, Paris, Flammarion, 1982, p. 257.

¹⁵ Selon le témoignage de Jean-Marcel Jeanneney, réalisé par Anne Leboucher-Sebbab et Armelle Demagny les 24 et 31 janvier 2000 et conservé aux Archives nationales sous la cote 1AV592à 595.

prend une autre tournure puisqu'elle devient publique et est évoquée jusqu'aux couloirs du Parlement européen¹⁶. Le piège prend ici la forme de rumeurs d'autant plus difficiles à contrer qu'elles ne se basent pas sur des faits précis (on raconte que des photographies circulent, « on m'a dit », etc.).

Alors pourquoi l'affaire Markovic a-t-elle eu une telle audience ? Sans hiérarchiser les raisons, on peut relever que l'image de Georges Pompidou a pu y contribuer. La réaction du général de Gaulle est à ce titre révélatrice. L'ancien Premier ministre est un ancien banquier qui roule en Porsche et est proche de certains milieux (normaliens, artistes, etc.) qui détonnait un peu dans un monde politique dont les codes étaient beaucoup plus conformiste. Cette affaire est également révélatrice du machisme de la société française des années 1960/1970 : à travers Claude Pompidou, c'est la moralité du couple qui est visée et plus particulièrement la virilité de l'homme qui est mise en cause. Il y a également eu une forme de joie mauvaise de la part d'un certain nombre de gaullistes : l'existence d'un héritier potentiel au pouvoir affaiblit par essence le pouvoir. En outre, la réaction du général de Gaulle laissant imaginer qu'il n'y avait pas de fumée sans feu, a favorisé le manque de solidarité de la part des gaullistes. Enfin, le silence des gaullistes à l'égard de Georges Pompidou a permis le développement de la rumeur. Une fois informé de la réalité de cette rumeur, Georges Pompidou va pouvoir se défendre sur ces points.

Répondre à l'affaire

En premier lieu, Georges Pompidou cherche à s'informer de l'affaire et pour cela, dispose de solides relais dans l'administration. Au gouvernement, le nouveau ministre des Finances, François-Xavier Ortoli, a dirigé son cabinet. Jacques Chirac, secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances, a été chargé de mission du député du Cantal. Le cabinet de Maurice Couve de Murville ressemble à celui de son prédécesseur puisqu'il a 7 conseillers de Georges Pompidou¹⁷. En outre, Anne-Marie Dupuy, ancienne chef de cabinet de Georges Pompidou, obtient un bureau dans les instances dirigeantes du principal mouvement gaulliste, l'UDR, qu'elle cumule avec ses fonctions auprès de Georges Pompidou. Ces femmes et ces hommes constituent une précieuse source d'informations et l'ancien Premier ministre n'hésite pas à les solliciter.

¹⁶ Selon le témoignage de Gérard Bokanowski accordé à Cédric Francille le 6 novembre 2015.

¹⁷ Il s'agit de M. Bruguière, G. Chasseguet, P. Delmon, B. Esambert, A. Gérolami, Y. Jouhaud, et M. Woimant. Sur ces aspects, se reporter à TRICAUD S., *L'entourage de Georges Pompidou*, *op. cit.*

En ce qui concerne l'affaire Markovic, Marie-France Garaud¹⁸ va s'informer auprès du ministère de la Justice et parvient à obtenir les éléments essentiels du dossier. Faute de témoignage de cet acteur, on ne peut que se contenter de ce qu'elle a bien voulu écrire dans ses mémoires, évoquant le « courage de Pierre Arpaillange » et « l'honnêteté de René Capitant¹⁹ ». Jean-Marcel Jeanneney, garde des Sceaux par intérim (en décembre 1968), apporte également son concours²⁰. Dans son témoignage accordé à l'Institut Georges Pompidou²¹, il affirme s'être rendu boulevard de Latour-Maubourg (à la demande Georges Pompidou le 6 décembre, informé par Jacques Foccart²²) et avoir exposé les éléments qu'il détenait au sujet de l'affaire :

« il y a une enquête ouverte. Le détenu racontar est un peu bizarre et on arrive pas à trouver l'assassin de Markovic. L'enquête s'enlise. Il a dit « Vous êtes le premier membre du gouvernement à se déranger » et a raconté qu'on avait envoyé un haut fonctionnaire de l'Intérieur pour venir le voir. Et voilà. »

Georges Pompidou pense que le coup a été monté par des anciens du SDECE écartés. Est-ce vrai ? Personne ne peut le savoir même si Jacques Foccart ou Pierre Messmer, dans leurs mémoires, laissent entendre que cela pourrait être vrai.

En politique, le fond d'une affaire importe moins que sa réception par l'opinion. L'ancien Premier ministre essaie également de convaincre la presse du caractère infondé de ces rumeurs. Dans *Pour rétablir une vérité*, il affirme :

« Sûr du fond, je veux dire de l'inanité absolue des bruits et des allégations, j'attachais une importance capitale à ce qui serait dit dans la presse. Durant des semaines, je vis des dizaines de journalistes. Je leur parlai d'une manière que *Le Nouvel Observateur* devait assez bien traduire en écrivant que « j'avais réagi comme un tigre blessé » et j'obtins, dans l'ensemble, des résultats. Je crois pouvoir dire qu'auprès de presque tous j'entraînai la conviction²³ ».

¹⁸ Marie-France Garaud a été chargée de mission du cabinet de Jean Foyer, garde des Sceaux, de 1962 à 1967 où elle a conservé quelques contacts.

¹⁹ GARAUD Marie-France, *La fête des fous : qui a tué la V^e République ?*, Paris, Plon, 2006, p. 63.

²⁰ Sur ces questions, se reporter à la thèse publiée de KOCHER-MARBOEUF Éric : *Le Patricien et le Général Jean-Marcel et Charles de Gaulle*, volume II, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2003, 1209 p., p. 1093.

²¹ Archives orales de l'Institut : témoignage de Jean-Marcel Jeanneney réalisé par Anne Leboucher-Sebbab et Armelle Demagny les 24 et 31 janvier 2000 et conservé aux Archives nationales sous la cote 1AV592à 595.

²² FOCCART Jacques, *Le Général en mai : 1968-1969*, Paris, Fayard-Jeune Afrique, 1998, p. 487.

²³ POMPIDOU Georges, *Pour rétablir une vérité*, Paris, Flammarion, 1982, p. 258-259.

De son côté, le journaliste Jean Ferniot évoque des réactions très violentes de la part de Georges Pompidou et affirme avoir trouvé cette campagne « abjecte ». En effet, les agendas de l'homme politique en 1968 attestent, à partir du mois de novembre, d'une augmentation extrêmement importante des visites de la presse. Dans son témoignage, Madeleine Négrel affirme que le député du Cantal voyait toute la journée les journalistes, uns par uns, « deux heures s'il le fallait pour les convaincre de sa bonne foi²⁴. »

Quelques remarques s'imposent en ce qui concerne les réactions de Georges Pompidou. Tous les témoignages concordent pour affirmer qu'il a été extrêmement touché par le fait que sa femme soit visée par cette affaire. Toutefois, si l'homme politique peut personnellement être blessé par un tel piège, la manière dont l'électorat perçoit l'affaire est fondamentale en ce qui concerne la survie politique de l'acteur. Georges Pompidou met en place une stratégie de « victimisation²⁵ » qui est en lien avec la manière dont l'opinion avait perçu son départ de Matignon, certes en « réserve de la République », mais surtout écarté par des jaloux. Cette stratégie présente l'avantage de convaincre son propre électorat et de le ressouder. Mais, dans le cadre de l'affaire Markovic, cette stratégie présente quelques limites. En effet, c'est sa virilité qui est mise en cause. Apparaître comme une victime n'est pas forcément le meilleur moyen pour répondre à ce point.

En outre, l'affaire Markovic approfondit la rupture entamée en mai 1968 entre le député du Cantal et le président de la République. Georges Pompidou en a beaucoup voulu au Général de ne pas l'avoir prévenu ni « écrasé instantanément de telles vilénies²⁶ ». En pratique, il n'obtient pas du Général le soutien qu'il souhaite. Le 3 janvier 1969, dans une lettre de vœux à Charles de Gaulle, il écrit « Que dire de la campagne menée contre moi à travers ma femme, du fait qu'il a fallu que, sans aucun moyen légal, je me livre moi-même à une enquête détaillée pour établir les origines et démonter le mécanisme d'une machination (...) ?²⁷ » Il en garde une blessure profonde qui aggrave la séparation entre les deux hommes. Les déclarations de Rome²⁸ puis de Genève s'expliquent sans

²⁴ Archives orales de l'Institut Georges Pompidou : témoignage de Madeleine Négrel réalisé par Noëlline Castagnez et Bernard Lachaise le 28 septembre 1999 et 8 et 18 mars 2000. Il est conservé aux Archives nationales sous la cote 1AV603 à 605.

²⁵ L'auteur de ces lignes n'est pas totalement convaincu du caractère conscient et rationnel de la réponse politique de Georges Pompidou. Il faut ici s'interroger sur le rôle des différents acteurs et, en particulier, sur celui de son entourage qui a joué un rôle tout à fait central.

²⁶ Selon le témoignage de René Gally-Dejean, accordé à Véronique Pradier, Philippe Nivet les 10, 18, 26 mai, 3, 9, 18 juin et 5 et 21 juillet 1999. Il est conservé aux Archives nationales sous la cote 1AV378 à 385.

²⁷ POMPIDOU Georges, *Pour rétablir une vérité*, Paris, Flammarion, 1982, p. 282.

²⁸ Dans *Pour rétablir une vérité*, Georges Pompidou revient sur la déclaration de Rome du 17 janvier 1969 : « jusqu'au moment où l'un des présents me demanda ce que je ferais le jour où le général de Gaulle quitterait le pouvoir. Je répondis que la question n'était pas actuelle mais qu'au moment où on ne me la posait, compte tenu du contexte général, je considérerais comme probable que je sois candidat. Personne ne broncha. C'était trop évident. La

doute par ce soutien insuffisant. Sans débattre du caractère intentionnel de la déclaration de Rome – dont Georges Pompidou s’est toujours défendu, force est de constater que l’ancien Premier ministre ne se positionne plus en exécutant loyal de la politique du Général mais bien comme un successeur potentiel. La mise au point du général de Gaulle lors du Conseil des ministres du 22 janvier 1969 « j’ai été, le 19 décembre 1965, réélu président de la République pour sept ans par le peuple français. J’ai le devoir et l’intention de remplir ce mandat à son terme » pousse au contraire Georges Pompidou à confirmer à Genève son positionnement. Le 13 février 1969, il déclare à la Télévision suisse romande : « Eh bien, je vous surprendrais peut-être, mais je ne crois pas avoir ce qu’on appelle un avenir politique. J’ai un passé politique, j’aurai, peut-être, si Dieu le veut, un destin national. » La rupture est consommée et Georges Pompidou choque les gaullistes qui trouvent, selon le témoignage de Michel Bongrand, que le député du Cantal est bien pressé de succéder au Général de Gaulle. Cependant, sur le plan de l’affaire Markovic, avec ces déclarations, Georges Pompidou est parvenu à déplacer la focale sur ses ambitions et non sur cette affaire. En bravant le général de Gaulle, il a prouvé sa virilité. Si l’affaire continue, l’attention du public est désormais polarisée sur les questions de succession. Ici, les déclarations de Rome et de Genève apparaissent comme un contre-piège. Au final, l’exploitation de l’affaire Markovic s’est retournée contre ceux qui l’ont fomentée²⁹. Loin de ternir l’image du député du Cantal, c’est le pouvoir qui est affaibli par cette affaire. Georges Pompidou, en souffrant, affirme sa solidité et son statut d’homme d’État qui peut faire office de recours.

Une affaire provoquée ou exploitée ?

Il convient à l’historien de s’interroger sur le caractère provoqué ou exploité d’une telle affaire. Est-ce qu’un *deus ex machina* s’est amusé à fomenter un complot contre Georges Pompidou ? Ou, au contraire, à la suite d’informations divulguées dans la presse, certaines personnes se sont amusées à diffuser de fausses informations ou des photo-montages ?

La documentation à disposition ne permet pas d’établir clairement ce point – elle ne permet pas non plus de trouver un coupable qui aurait cherché à nuire à Georges Pompidou. Cependant,

représentante de *Combat* me demanda si la situation « en réserve de la République » me pesait. Je répondis que non et que je n’étais pas pressé d’en sortir » (pp. 266-269). Le script de l’ORTF du 18 janvier 1969 (CHAN, 5AG2/1005) : « On m’a demandé si je serai président de la République française. Je ne crois pas que je pouvais répondre ni oui, ni non. J’ai répondu qu’il fallait d’abord que la présidence soit vacante, c’est-à-dire que le mandat du général de Gaulle ait pris fin. »

²⁹ Les archives existantes ne permettent pas d’établir l’identité de ceux qui ont cherché à exploiter politiquement cette affaire. Les différents témoignages sont contradictoires, ou prudents, en ce qui concerne ce point.

certaines indices nous permettent d'émettre quelques hypothèses. Le récit de l'homme politique ainsi que celui de ses principaux collaborateurs laisse plutôt à croire que l'affaire a été provoquée par quelques officines. Il pensait à certains anciens du SDECE. Le retentissement de cette affaire dans la presse et l'opinion publique va dans ce sens. Les différents témoignages au sujet de la diffusion des photomontages également. Ainsi, le docteur Pierre Raynal, suppléant de l'ancien Premier ministre, indique, dans son témoignage accordé à l'Institut Georges Pompidou que des photos ont circulé jusqu'à la préfecture du Cantal³⁰. Bref, une large circulation de ces documents laisse entendre qu'un complot important a été ourdi.

Cependant, ces photographies ont été impossibles à trouver³¹. De ce point de vue, des proches de Georges Pompidou ont agi pour empêcher la circulation des images mais l'absence d'iconographie laisse perplexe. Les photographies ont bien existé puisque le commissaire Pierre Ottavioli affirme avoir retrouvé le magazine pornographique suédois dont est tiré une partie du photomontage³² mais leur disparition étonne au regard de leur diffusion décrite par les différents témoins. Il faut sans doute y voir ici une part de communication politique.

Pour conclure, l'Affaire Markovic n'a pas enrayé la carrière politique de Georges Pompidou. Au contraire, en le contraignant à affirmer sa volonté de succéder au Général, cette affaire a plutôt affaibli la position du pouvoir. En effet, le député du Cantal s'est affirmé comme un recours aux yeux de l'opinion. De ce point de vue, ce piège a eu un effet contraire à celui escompté. Cette affaire a restabilisé l'ancien Premier ministre mais elle a également contribué à forger le mythe de la « traversée du désert », sorte de parcours initiatique où les prétendants à la présidence de la République doivent souffrir pour pouvoir incarner la nation. Plus largement, il conviendra de s'interroger sur la personnification des nouvelles institutions de la V^e République dans le retentissement de cette affaire.

³⁰ Témoignage de Pierre Raynal, enregistré par Véronique Pradier le 21 septembre 1998, accordé à l'Institut Georges Pompidou (1AV349).

³¹ Il n'a d'ailleurs pas été possible de mettre la main sur un exemple du photo-montage même si l'auteur de ces lignes n'a pas la prétention d'avoir ouvert tous les fonds d'archives qui pourraient les contenir.

³² WILLEMEN Véronique, *Les secrets de la nuit. Enquête sur 50 ans de liaisons dangereuses : argent, sexe, police, politique, réseaux*, Paris, Flammarion, 2014, p. 104.